



DECLARATION FORUM CITOYEN AFRIQUE EUROPE

Abidjan, 26 au 28 Novembre 2017

Du 26 au 28 novembre 2017, les organisations de la société civile, les mouvements sociaux et syndicaux de 52 pays africains et de 7 pays européens se sont donnés rendez-vous à Abidjan à l'appel de leurs homologues ivoiriens afin de réfléchir sur les relations entre l'Afrique et l'Europe et proposer des recommandations pour le renouvellement du partenariat euro-africain. Le forum citoyen Afrique-Europe organisé en marge du 5^{ème} sommet des Chefs d'Etat de l'Union Africaine et de l'Union Européenne s'est voulu un exemple de coopération entre les citoyens européens et -africains pour une nouvelle forme de solidarité internationale à laquelle aspire les populations du Nord et du Sud. Pour se faire, les travaux ont été organisés autour de trois axes majeurs comprenant chacun des sous thèmes. Il s'agit de : L'alternance démocratique, la protection sociale, les accords de partenariat économique (APE), l'endettement, le changement climatique, l'agriculture, la souveraineté alimentaire, la gouvernance des ressources naturelles, l'accaparement des terres et la migration.

Dans un esprit de convivialité et de partage, les acteurs de la société civile, du monde syndical, des mouvements de jeunes, de femmes, des paysans, des commerçants, des transporteurs, etc. ont débattu de leurs perspectives sur les différents thématiques abordés. Ils ont pris acte du thème central du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement : « **Investir dans la jeunesse pour un développement durable** ». Les débats ont permis de faire les constats suivants :

- La protection sociale est quasi inexistante pour la majeure partie des populations africaines qui œuvrent dans le secteur primaire (agriculture, élevage, pêche) et dans le secteur informel en milieu urbain ;
- L'accaparement des terres et des ressources naturelles (eaux, minerais, forêts...) par les multinationales met en danger la souveraineté des pays africains;
- L'agro-industrie tue l'agriculture familiale, menace la souveraineté alimentaire et a des conséquences sur le changement climatique ;
- Les populations africaines sont les premières à souffrir des effets du changement climatique au niveau de la désertification et des catastrophes climatiques. Toutefois, les pays africains ne bénéficient pas de financements suffisants pour l'adaptation et l'atténuation des conséquences du changement climatique ;
- Le manque de cohérence entre les politiques européennes en Afrique et le respect des droits humains ;
- L'endettement et les mesures d'ajustement structurel continuent à détourner les ressources africaines nécessaires pour assurer le bien-être social des populations vers le paiement des intérêts aux banques et aux institutions financières internationales ;
- Les élections en Afrique et les mouvements pour une alternance démocratique sont toujours sources de violence occasionnant de nombreux morts au sein des populations ;
- Le caractère inégalitaire des accords commerciaux et du système économique international accentuent le chômage des jeunes et les poussent vers la radicalisation dans les mouvements extrémistes;

- Les peuples d'Afrique et d'Europe sont déçus de la gouvernance démocratique et économique de leur pays et croient de moins en moins à l'alternance au système par la voie électorale ;
- Les accords commerciaux euro-africains sont signés et ratifiés contre la volonté des peuples d'Afrique et d'Europe ;
- La lutte contre le terrorisme amène à une augmentation des financements des projets autour de la sécurité au nom de l'aide publique au développement au détriment des projets sociaux dans l'éducation et la santé;
- l'évasion fiscale et les détournements de fonds de l'Afrique handicapent la mobilisation des ressources internes dont les pays africains ont besoin pour le bien-être de leur population ;
- Une bonne partie des pays africains francophones vivent toujours dans la dépendance monétaire envers la France à cause de l'utilisation du Franc CFA arrimé à l'euro ;
- Les pays africains font face à un chantage permanent de la part des pays européens pour stopper la mobilité intra-africaine et la migration des jeunes ;
- La jeunesse est la victime principale des politiques européennes et des institutions économiques internationales en Afrique ;

Face à ces constats, le forum citoyen Afrique – Europe fait les recommandations suivantes :

1- Sur la gouvernance et l'alternance démocratique

Aux organisations de la société civile :

- Impliquer effectivement les communautés pour les questions de gouvernance démocratique;
- renforcer les capacités des sociétés civiles pour une forte implication dans les processus de changement démocratique dans les Etats africains ;
- Eduquer, sensibiliser les populations à la culture démocratique et faire l'alerte précoce ;
- Renforcer les capacités de participation du citoyen en se basant sur les valeurs de respect du bien commun et de la dignité humaine ;
- Créer des alliances avec les Sociétés Civiles occidentales qui se battent pour renouveler les démocraties européennes afin d'influencer les décisions qui se prennent en Europe pour l'Afrique ;
- Renforcer les alliances avec les Sociétés Civiles européennes pour influencer les relations entre les dirigeants africains et les multinationales en faveur des populations africaines ;

Aux Etats :

- Renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire dans les Etats africains ;
- Ecrire la constitution des Etats en fonction des réalités socio-culturelles et spirituelles de l'Afrique
- Garantir l'indépendance totale des institutions nationale et régionale du point de vue de leurs modes de désignation, de fonctionnement ainsi que leur autonomie financière ;

- Veiller à ne pas utiliser les forces de sécurité et l'armée contre les mobilisations pacifiques des populations ;
- Garantir aux communautés et aux peuples africains le droit inaliénable de disposer pleinement de leurs ressources naturelles.

2- Sur la protection sociale des différentes couches de la société

Aux gouvernants :

- Mener une réflexion sur le développement de l'Afrique autrement en s'inspirant du modèle européen dans la protection sociale ;

Aux organisations de la société civile :

- Rencontrer les parlementaires africains pour une meilleure prise en charge budgétaire de la protection sociale par les Etats au profit de toute la population ;
- Sensibiliser les populations des Etats africains à contribuer à l'amélioration de la protection sociale en s'acquittant de leurs taxes ;

3- Sur les accords de partenariat économique

- Informer et sensibiliser l'opinion publique africaine et internationale sur les effets néfastes des APE sur le commerce, l'intégration régionale, l'industrialisation, les droits humains et syndicaux ;
- Réaliser des études d'impact des APE au niveau des communautés économiques régionales avec l'implication effective et inclusive de la société civile aux mouvements syndicaux et sociaux ;
- Geler les APE dans leur forme actuelle, et redéfinir un cadre de partenariat égalitaire.

4- Sur la souveraineté alimentaire, l'accaparement des terres et la gouvernance des ressources naturelles

- Promouvoir l'agro-écologie, l'agriculture familiale, l'industrialisation et la transformation structurelle en Afrique ;
- Penser, produire et créer des produits de consommation destinés aux africains d'abord ;
- Prendre la résolution de consommer purement africain ;
- Oser inventer l'avenir à travers une stratégie de développement endogène ;
- Adopter des lois foncières agricoles dans les pays africains qui protègent les petits producteurs.
- Valoriser les techniques endogènes de production qui luttent contre le changement climatique.
- Faciliter une mobilisation plus active des communautés au sein des organisations de la société civile pour une meilleure gestion citoyenne et participative des ressources nationales ;

Aux gouvernants :

- Créer les richesses intérieures en consommant les produits locaux ;

- Promouvoir le rapprochement des peuples du sud et du nord ;
- Prendre en compte les droits coutumiers et l'accès des femmes à la terre dans l'adoption des lois foncières.

Aux organisations de la société civile :

- Renforcer les plaidoyers pour une participation des mouvements sociaux aux luttes pour la démocratisation de l'Afrique ;
- Se passer de certains financements des bailleurs de fonds.

5- Sur la dépendance monétaire et l'évasion fiscale

- Lutter contre les flux financiers illicites et mobiliser des ressources internes.
- se développer, d'avoir le courage de sortir du système actuel et créer leur propre monnaie.

6- Sur le changement climatique

- Assurer un financement durable des mesures d'adaptation et d'atténuation du changement climatique au profit des populations victimes de la sécheresse, de l'avancée des mers et des catastrophes naturels ;
- Faciliter le transfert des technologies propres vers l'Afrique sans engendrer de nouvelles dettes pour les pays africains ;
- Imposer aux entreprises opérant en Afrique, en particulier dans l'exploitation des ressources naturelles, des normes de protection environnementale et de responsabilité sociale à l'endroit des communautés vivant à proximité des zones d'exploitation ;
- Rendre justice aux communautés africaines victimes des dégradations de leur environnement suite à l'exploitation des ressources naturelles dans leur milieu ;

7- Sur la migration

- Mettre fin au système de visa de court terme qui empêche la mobilité des citoyens africains vers l'Europe et engendre des drames humains dans les déserts et dans les mers.
- Adopter le protocole de libre circulation des africains sur leur continent et abolir les frontières héritées de la colonisation ;
- Combattre les agents d'immigration à l'origine des tracasseries et des harcèlements aux frontières des citoyens et particulièrement des commerçants transfrontaliers ;
- Rediriger les fonds de développement utilisés aux renforcements des contrôles aux frontières à des réels projets sociaux qui bénéficient aux populations.

Fait à Abidjan à Abidjan, le 28 novembre 2017

Les participants